

nir des programmes pour les femmes qui voulaient retourner sur le marché du travail et de la formation pour les femmes qui cherchaient un emploi.

De nombreux programmes ont été mis sur pied dans cette localité pour former les femmes dans des domaines traditionnels et même dans des domaines non traditionnels. Il y a aujourd'hui des femmes qui reçoivent de la formation pour devenir électriciennes ou soudeuses et qui exercent ces métiers, bien qu'elles soient très peu nombreuses. Il faut accroître l'accès. Ces centres pour femmes ont fait beaucoup pour supprimer ces barrières, mais elles n'ont qu'amorcé le processus.

Dans le cas du centre de Campbell River, par exemple, la réduction a été de 25 000 \$, et c'était probablement la dépense la plus rentable que le gouvernement a jamais faite. Cette subvention de 25 000 \$ par année avait permis de former un conseil d'administration des plus dévoués et payait le salaire de trois employés qui faisaient un travail professionnel extraordinaire pour pas grand-chose, le loyer, les services publics et tout l'équipement qu'il y avait au centre. En enlevant ces 25 000 \$ au centre, le gouvernement fédéral a coupé de 100 p. 100 l'aide qu'il lui accordait. Il ne reste aujourd'hui qu'un service de réponse téléphonique qui dit que le gouvernement fédéral a forcé ce centre pour femmes à fermer ses portes et a donc fait disparaître tous les services que ce dernier offrait aux habitants de cette localité.

On ne peut pas avoir un programme de développement régional sans tenir compte de l'aspect développement des ressources humaines. Ce que le gouvernement nous dit, c'est que la moitié de la population de la localité, c'est-à-dire les femmes, ne vont pas recevoir d'aide pour entrer sur le marché du travail. Qu'on ne va pas leur donner les incitations et la possibilité de participer aux programmes de formation et de recyclage, de recevoir les services de consultation et de placement qui étaient assurés par cet organisme. Ce que le gouvernement dit aux Canadiens, c'est que la moitié de la population ne compte pas dans le développement régional, qu'elle n'a pas cet accès.

Outre les programmes directs concernant l'emploi, il y a également la question de l'aide individuelle et familiale. Très souvent aujourd'hui, les femmes ont la charge de

la famille. Le cas le plus triste évidemment est celui de la femme seule qui élève une famille.

Ce centre d'information pour femmes a combattu sans arrêt pour faire augmenter les moyens communautaires de garde d'enfants, en sorte qu'une femme désirant faire un stage de formation et aller travailler puisse compter sur une garderie sûre et fiable pour ses enfants, et à un prix abordable. Ce centre d'information communautaire s'est battu pour cela. Après avoir promis de réaliser cela, le gouvernement revient sur sa parole. Non seulement il revient sur sa parole, mais il a l'intention de plafonner, dans le Régime d'assistance publique du Canada, les crédits qui subventionnent les centres de garde d'enfants. C'est absolument inadmissible.

Il est certain que les gens associent le gouvernement aux propos tenus à diverses reprises par le ministre du Commerce extérieur, qui a montré qu'il ne comprend rien à la question, et les compressions opérées les renforcent encore dans l'idée que le gouvernement lui-même ne comprend rien à la question. Il importe qu'il fasse quelque chose à ce sujet et renverse la tendance.

Ce qu'il y a de plus triste, c'est que la ministre qui est maintenant chargée de la situation de la femme a trouvé drôle la remarque du ministre du Commerce extérieur. On aura tout vu. Donc, comme le disent mes collègues, le gouvernement ne comprend rien à ce qu'exigent les femmes, ni au respect des personnes, ni au besoin d'accessibilité.

• (1650)

Et pour comble d'ironie, la ministre actuellement chargée de la situation de la femme a été de celles qui ont créé le centre d'information pour femmes. La ministre actuellement chargée de la situation de la femme a joué un rôle de premier plan dans la mise sur pied du centre d'information pour femmes de Campbell River et de ses environs. Elle a parcouru la localité avec d'autres, elle a réussi à mettre le centre sur pied pour la raison qu'il s'imposait absolument dans la localité, et aujourd'hui elle ne craint pas de faire volte-face et d'approuver le gouvernement quand il opère des réductions de 100 p. 100 et voue ces organismes à la disparition. C'est inadmissible, et c'est d'une hypocrisie criante.

Même si cela s'éloigne légèrement du sujet à l'étude, ce centre de ressources communautaires, ainsi que ceux de Port Alberni, de Courtenay et de partout dans le pays, tendaient non seulement à rendre justice aux femmes sur